



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix sept le 7 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 31 octobre 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. GABARD, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme LANDAIS, M. CAVALEIRO, M. CASTETS, M. INOCENCIO, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. MONMARCHON à Mme SARRAUTE, Mme QUERAL à M. BODIN, Mme LUCKHAUS à M. BALDES

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. GEDON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

14 – MOTION POUR LE MAINTIEN DE CONTRATS AIDÉS

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Considérant que les contrats aidés ont pour objectif l'insertion professionnelle de personnes éloignées du marché de l'emploi et qu'ils constituent un impact social positif pour ces mêmes personnes,

Considérant que dans le cadre des contrats aidés, les collectivités et les structures associatives locales ont participé activement à l'effort national de lutte contre le chômage et qu'elles n'ont pas la capacité de financer ces missions d'intérêt général, devenues indispensables, sans ce type de contrat,

Considérant l'annonce brutale et sans concertation du gouvernement de stopper le nombre des contrats aidés pour 2017 et de le réduire à 200 000 pour 2018 sans tenir compte du sort des personnes qui ont appris à la fin de l'été le non renouvellement de leur contrat,

Considérant que cette décision a des répercussions directes et immédiates sur le fonctionnement des écoles en provoquant une surcharge de travail pour les directeurs/trices qui ne peuvent se consacrer pleinement à leurs élèves, aux équipes et aux familles sans cette aide dans leurs missions,

Considérant l'absence de préparation et de mesures transitoires visant à accompagner leur suppression,

Le conseil municipal de Blaye demande à l'Etat, à minima :

- De reconduire les contrats aidés pour les collectivités et les associations qui faute de moyens suffisants, ne pourraient assurer la continuité de leurs services d'intérêt général,
- De préserver le secteur de l'éducation nationale dans les arbitrages portant sur la non-reconduction de ces contrats,
- De rester vigilant quant aux mesures qui pourraient mettre en péril le bon fonctionnement d'établissements scolaires en milieu rural, et l'accès au service public d'éducation,
- De surseoir à cette décision unilatérale afin de rétablir une concertation indispensable et d'instaurer des mesures transitoires.

La commission n°4 (Education - Santé - Solidarité - Logement Et Associations À Caractère Éducatif, Social, Solidaire Et De Santé) s'est réunie le 19 octobre 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 09/11/17
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20171107-53446-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

